

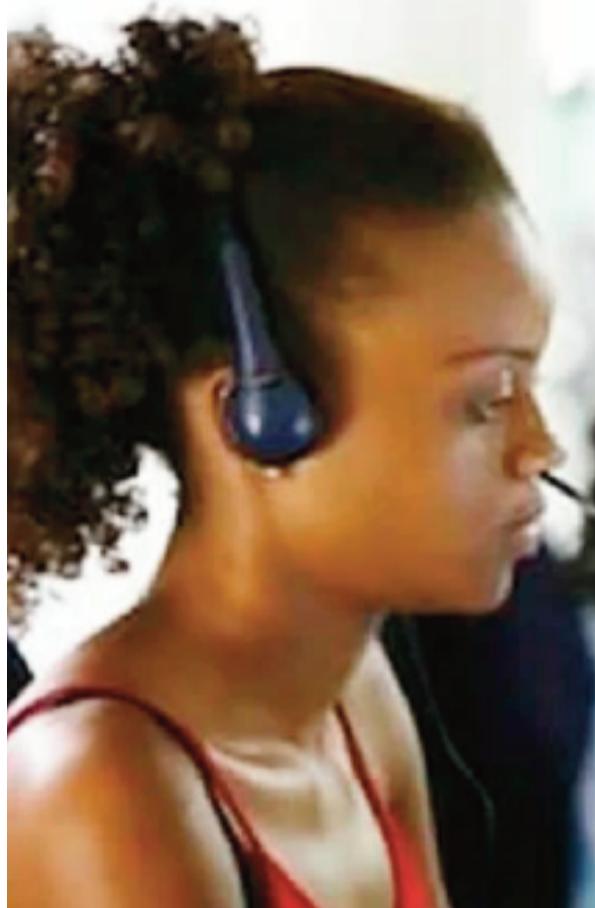


Mangez local.....
Manger naturel.....
Mangez sain.

Les ressources naturelles au coeur de notre activité



diidisarl@gmail.com
+225 05 54 95 26 87



**Téléphone rose:
Abidjan, nouveau hub
discret d'un business européen**



info@connectionivoirienne.net - Premier site d'information et d'actualité - Indépendant en Côte d'Ivoire - Mardi 16 Décembre 2025

Les coups d'État institutionnels face aux putschs militaires: une reconfiguration du pouvoir politique



«Kouma»; Le peuple souverain se gouverne par son consentement et son obéissance, sans contrainte

Notons d'emblée qu'il est évident qu'en participant à n'importe quelle élection, on contribue à consolider des élections de façade. De sorte qu'en l'absence d'un vote efficace, respectant les principes de transparence et de neutralité coutumière, les peuples et les citoyens n'ont plus qu'un seul autre moyen d'exercer un contre-pouvoir : le repli stratégique attentiste, par le refus de voter, afin d'éviter l'aliénation de fait de la souveraineté populaire, quel que soit le système sociopolitique. En effet, le fonctionnement de la démocratie représentative se trouve radicalement faussé lorsque la souveraineté populaire est confisquée par un système électoral bâtarde. Il est donc évident que les élections législatives de décembre 2025, qui verront la participation des grands absents de la présidentielle, serviront d'alibi à une légitimité et à une légalité toutes trouvées dans la boîte noire étatique des mensonges d'État, enracinés au cœur d'une République monarchisée devenue indécrochable.

MÖGÖ-FÄGÄ-WOUYÄ
MÖGÖ-FÄGÄ-ÉLECTIONS
MÖGÖ-FÄGÄ-GBÈLÉYÄ
MÖGÖ-FÄGÄ-WÄRİ-TİGÜİYÄ
MÖGÖ-DJÄMÄNÄ-FÉRÉ

Oui, notons-le sans ambiguïté : la Côte d'Ivoire ne se développera réellement et ne s'en sortira durablement que par une grande ouverture politique et démocratique, sans aucune emprise personnelle ou partisane. Les épreuves sont ce qui met un peuple au défi de se dépasser et de se réaffirmer dans sa réalité sociétale atavique et ancestrale. Guide de voyage

Le dialogue politique, le consensus dans l'ordre public, la cohésion sociale, l'harmonie communautaire et la culture de la paix sociopolitique font partie intégrante de la réalité sociétale ivoirienne. Réaffirmons-les dans un élan collectif de solidarité salvatrice.

Notre destin commun dans le concert des nations, comme l'avenir de la société ivoirienne, dépendra de ce que nous déciderons ensemble, dans la paix sociale et la stabilité politique. Toute politique de développement ignorant cette exigence est vouée à l'échec.

Or certains Ivoiriens persistent à réduire la Côte d'Ivoire à l'aune d'une économie d'hyper-surendettement et à un développement artificiellement glorifié par des autosatisfecit nébuleux, portés par des discours creux, totalement déconnectés de la réalité économico-sociopolitique, et qui ne rassurent plus personne.

Depuis le 24 décembre 1999, soit 25 ans, la Côte d'Ivoire demeure incapable de sortir d'une crise sociopolitique funeste, incapable de tourner la page d'un passé marqué du sceau indélébile du sang humain versé. Engagée aujourd'hui sur la voie déviationniste d'une ploutocratie rigide, elle est devenue une société de désordre à ciel ouvert, où la morale sociétale atavique est en congé, l'honnêteté criminalisée, et la dépravation des mœurs érigée en norme sociale.

La désocialisation, la déculturation, l'acculturation, l'amoralité et l'immoralité se conjuguent



Pour conclure

La citoyenneté libre ne se réduit pas à glisser un bulletin dans une urne tous les cinq ans. Elle est une action continue sur les affaires publiques. La légitimité du pouvoir d'État repose sur l'acceptation populaire de la neutralité, de la justice et de la moralité des institutions.

Sans un organisme électoral autonome, apolitique, inamovible, il n'y aura ni paix durable, ni stabilité sociopolitique. C'est pourquoi la LC-CRS assume pleinement son repli stratégique, dans l'attente d'un cadre institutionnel digne d'une démocratie réelle. « Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple » Abraham Lincoln, Gettysburg, 1863

Sur ce, citoyens, nous avons Kouma. Que la nature protège la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny, Nation une et indivisible, garante des droits, des libertés, de la justice juridique et de la justice sociale pour tous.

Lepetitfils Da Candy Leader de la Légitimité Citoyenne (LC-CRS) Astreint aux consignes postopératoires

dans une dynamique de dénaturation sociétale profonde. Oui, il est désolant que le pays de Félix Houphouët-Boigny soit devenu cet espace où l'arbitraire peut tenir lieu de loi, soutenu par un système anti-droit, anti-liberté et anti-démocratie. Sur la position électoral de la LC-CRS Des questionnements citoyens persistent quant à la position électoral de la LC-CRS. Il convient d'y apporter des éclaircissements clairs. La temporisation stratégique adoptée par la LC-CRS n'est ni une politique de chaise vide, ni un abandon du terrain. Il s'agit d'une stratégie politique mûrement réfléchie.

La LC-CRS est un mouvement d'utilité citoyenne, doublement centriste, républicain social, houphouëtiste convaincu. Elle n'ira à aucune élection en 2025-2026 : ni présidentielle, ni législatives, ni sénatoriales, ni municipales, ni régionales.

Pourquoi ? Parce que le non-droit ne peut produire du droit, et que les jeux truqués ne peuvent produire ni stabilité politique ni paix sociale.

Un système électoral dans lequel une partie significative des institutions est nommée par l'exécutif, au mépris du suffrage universel direct, constitue un trucage électoral structurel. Dans un tel contexte, participer revient à légitimer la forfaiture.

La démocratie représentative est le fruit de compromis historiques arrachés au prix du sang. Lorsqu'elle est vidée de sa substance, les citoyens usent de leur dernier levier : le retrait stratégique conscient, non par démission, mais par maturité politique.



**Mangez local.....
Manger naturel.....
Mangez sain.**



Unité de production de farines locales de patate douce à chair orange et violette Agboville, Côte d'Ivoire

Les ressources naturelles au cœur de notre activité

**diidisarl@gmail.com
+225 05 54 95 26 87**

Tentative de coup d'État au Bénin: des soupçons de coordination avec le Niger



Près d'une semaine après la tentative de coup d'État qui a plongé Cotonou dans la confusion, les enquêteurs béninois s'interrogent sur le rôle qu'auraient pu jouer les militaires au pouvoir au Niger, et plus largement l'Alliance des États du Sahel (AES), dans ce putsch avorté. Selon plusieurs sources béninoises et nigériennes, la junte dirigée par le général Abdourahamane Tiani aurait été informée en amont des événements du 7 décembre, voire se serait coordonnée avec les mutins conduits par le lieutenant-colonel Pascal Tigri. Pour les autorités militaires nigériennes, comme pour leurs alliés du Burkina Faso et du Mali, l'ins-

tallation de partenaires militaires à la tête de l'État béninois aurait constitué un double avantage stratégique. Une telle évolution aurait permis d'élargir la sphère d'influence de l'AES, tout en offrant à cet ensemble sahélien un accès maritime stratégique via le port de Cotonou, dont il est aujourd'hui privé. Elle aurait également marginalisé un adversaire régional jugé hostile : le président Patrice Talon, perçu comme proche du président français Emmanuel Macron et allié de la France dans la région. Depuis le renversement du président nigérien Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023, les relations entre Cotonou et Niamey se sont fortement dégradées. Le chef de l'État béninois s'était alors

montré l'un des plus fervents partisans d'une intervention militaire ivoirienne visant à rétablir l'ordre constitutionnel au Niger. Bien que cette option ait finalement été abandonnée, les tensions diplomatiques n'ont cessé de s'aggraver. Les deux pays ont notamment fermé leur frontière commune, axe commercial majeur pour les échanges de marchandises à destination ou en provenance du port de Cotonou. De son côté, le général Abdourahamane Tiani, soutenu — à l'instar des autres régimes de l'AES — par la Russie, a accusé à plusieurs reprises le Bénin d'être impliqué dans des tentatives de déstabilisation de son régime.

Votre PUBLICITÉ ICI ? Contactez nous



Fondation Children of Africa

Un autre avenir pour les Enfants d'Afrique

Le cinéma ivoirien retrouve son souffle: renaissance numérique et ambitions régionales

Longtemps considéré comme un secteur en sommeil, le cinéma ivoirien connaît une transformation qui redonne espoir aux professionnels comme aux passionnés. Après les débuts institutionnels de 1961 avec la SIC et les pionniers tels que Timité Bassori (Sur la dune de la solitude, 1964), la Côte d'Ivoire a vécu l'âge d'or des salles populaires. Dans les années 1970-90, on comptait jusqu'à 40 salles à Abidjan et près de 100 sur tout le territoire. Ce réseau a pourtant disparu, victime du manque d'investissements, de l'usure des infrastructures et de l'essor de la télévision puis du numérique. Voyage en Côte d'Ivoire C'est justement le numérique qui va relancer la dynamique à partir de 2004. Une nouvelle génération d'artistes et de techniciens se forme, les moyens de production deviennent plus accessibles et l'animation fait une entrée remarquée avec Pokou, princesse ashanti (2013), premier long métrage ivoirien en 3D (Wikipedia). Le tournage de films et de séries augmente nettement: une trentaine de productions récemment réalisées dans le pays, selon le ministère de la Culture, et quarante autres projets approuvés pour l'année en cours. Cette effervescence s'accompagne d'une ambition assumée: faire d'Abidjan un hub cinématographique africain. De plus en plus de productions panafricaines choisissent la Côte d'Ivoire pour ses décors variés, sa stabilité et son vivier de jeunes talents. Plusieurs rapports soulignent que le cinéma pourrait devenir un levier économique et culturel, à condition de mieux structurer la filière, d'investir dans la formation et de renforcer les infrastructures.

Le potentiel est réel, mais les défis restent lourds: quasi-absence de salles modernes, financements limités, manque de critique spécialisée et fragmentation des initiatives. Pourtant,



jamais depuis les années 1980 l'écosystème n'a montré une telle vitalité.

La Côte d'Ivoire dispose aujourd'hui d'une occa-

sion rare: capitaliser sur la créativité de sa jeunesse et sur l'intérêt croissant du continent pour les contenus audiovisuels africains. Si les ambi-

tions affichées se concrétisent, Abidjan pourrait redevenir, dans les années à venir, l'un des moteurs du cinéma ouest-africain.

Protection du territoire, sécurisation des populations : le ministre de la Défense dévoile les objectifs 2026 et fait des recommandations à l'armée



Face à un environnement sécuritaire de plus en plus complexe, le gouvernement ivoirien entend renforcer les capacités des forces de défense. Le ministre d'État, ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, a présenté, le 10 décembre 2025, les grandes orientations sécuritaires pour l'année 2026, à l'occasion de la cérémonie de prise d'armes et de décoration marquant l'édition 2025 de la fête patronale du Groupement ministériel des moyens généraux (GMMG). « En 2026, les défis sécuritaires s'annoncent plus importants, avec des incertitudes quant à leur évolution », a souligné le ministre. Parmi les menaces identifiées figurent notamment la lutte contre le terrorisme, la grande criminalité, l'orpailage illégal et la piraterie maritime. Selon lui, ces enjeux exigent un renforcement de la vigilance et des capacités opérationnelles afin de préserver les ambitions de stabilité et de développement du pays. Dans cette perspective, Téné Birahima Ouattara a annoncé qu'un projet de loi de programmation militaire pour la période 2026-2030 sera soumis au Parlement dans les prochains mois, en vue de doter les forces armées des moyens nécessaires pour faire face aux défis sécuritaires à venir.

Lettre de Gbagbo à la CPI - Adama Diomandé réplique : « Il a écrit comme si toute la Côte d'Ivoire était amnésique »

La lettre de Gbagbo de Gbagbo, adressée le lundi 8 décembre 2025 à la Côte d'Ivoire n'est pas du goût des partisans du chef de l'état Alassane Ouattara. Dans cette réplique, Adama Diomandé de l'Association pour la défense de la démocratie et des libertés (ADDL) tente de déconstruire la position de l'ex chef de l'Etat.

« Laurent Gbagbo a adressé une nouvelle lettre aux Ivoiriens. Une lettre écrite comme si la Côte d'Ivoire était amnésique, comme si notre peuple devait oublier la décennie de souffrances, de divisions et de violences qu'il a traversée sous son magistère. Cette lettre, emplie d'accusations et d'autojustifications, tente une nouvelle fois de rejeter ses responsabilités sur d'autres, d'effacer son rôle central dans la crise post-électorale et d'inverser les rôles entre victime et bourreau. Cette fois-ci, il est nécessaire de répondre. Parce que l'Histoire ne doit plus être manipulée. Parce que la vérité doit être dite, calmement, clairement, fermement. Parce que la Côte d'Ivoire mérite mieux que la distortion permanente des faits.

Gbagbo : une lettre qui évite l'essentiel

Dans sa missive, Laurent Gbagbo s'interroge encore sur les raisons de son transfert à la Cour pénale internationale (CPI). Il fait mine d'ignorer ce que chaque Ivoirien sait : Il a refusé les résultats de l'élection. Il a plongé le pays dans une crise sanglante. Il n'a jamais assumé la responsabilité des violences commises sous son autorité. Aujourd'hui encore, il parle comme s'il n'avait jamais entendu les cris des victimes, comme si les centaines de morts de décembre 2010 à avril 2011 n'avaient jamais existé. Cette incapacité à reconnaître la réalité est précisément ce qui a conduit à son isolement politique et moral.

J'étais le seul Ivoirien invité sur France 24 pour commenter son transfert : un moment de vérité. Le jour où Gbagbo a été transféré à La Haye, le monde entier observait la Côte d'Ivoire. Ce jour-là, France 24 n'a invité qu'un seul Ivoirien pour analyser cet événement historique : c'était moi, Diomandé Adama.



Ce n'était pas un hasard. C'était la reconnaissance d'une voix ivoirienne libre, informée, courageuse, capable de dire ce que beaucoup n'osaient pas exprimer.

C'est une stratégie, pas un accident

Lors de cette intervention, j'ai expliqué, chiffres et faits à l'appui, que : le FPI a toujours manipulé la ré-

conciliation pour retarder les élections. C'était une stratégie, pas un accident. Ils misaient sur l'usure du processus de paix pour maintenir Gbagbo au pouvoir. Ils savaient que Gbagbo finirait devant la justice internationale. Ils ont menti lorsqu'ils ont prétendu être surpris. Les avertissements politiques existaient, les signaux judiciaires étaient connus, les SMS circulaient 48 heures avant son transfert.

L'attitude de Gbagbo à sa première comparution était une mise en scène. Alors que son avocat parlait de « choc », lui apparaissait souriant, confiant, provocateur, utilisant la tribune de la CPI pour rejouer son vieux discours anti-français, déjà répété depuis des années. La Côte d'Ivoire remplissait pas les conditions institutionnelles pour juger un ancien président accusé de massacres. J'ai dit ce que beaucoup n'osaient pas dire : « Je n'ai aucune honte qu'un Africain soit jugé à l'étranger, si c'est la seule façon pour les victimes d'obtenir justice ». L'exemple de Hissène Habré était là : 20 ans au Sénégal sans procès.

Là où Gbagbo tente de réécrire l'Histoire, nous rappelons les faits

Dans sa lettre, Gbagbo revient avec les mêmes accusations : la France serait responsable, l'ONU complice, ses adversaires perfides... Cette même rhétorique a été utilisée dans l'émission que j'avais analysée. Elle ne convainquait déjà plus personne. Elle convainc encore moins au-

jourd'hui. Car l'Histoire est têtue : ce sont ses refus répétés d'appliquer les accords de paix qui ont mené à l'impasse. Ce sont ses ordres et son refus des résultats qui ont enclenché la spirale meurtrière. Ce sont ses choix politiques qui ont fracturé la nation. La CPI n'a pas été son humiliation. La CPI a été la conséquence logique de ses décisions.

La Côte d'Ivoire doit se souvenir pour avancer sereinement

Si les Ivoiriens tournent la page, ce n'est pas par oubli. C'est par lassitude. C'est parce que nos enfants méritent un pays qui avance, pas une nation prise en otage par les regrets et les manipulations d'un homme qui refuse d'assumer. Laurent Gbagbo a été acquitté, soit. Mais il n'a jamais été blanchi par la mémoire collective. Car la mémoire, elle, n'est pas un tribunal : elle est un miroir.

Dire la vérité pour pacifier l'avenir

Je réponds aujourd'hui à Laurent Gbagbo non pas pour rouvrir les plaies, mais pour empêcher qu'elles ne suppurent encore. Le pardon ne peut pas naître du mensonge. La réconciliation ne peut pas reposer sur la dénégation. La paix ne peut pas se construire sur l'imposture mémorielle. En Côte d'Ivoire, nous avons appris à avancer avec dignité. À protéger la vérité, à respecter la justice, à honorer les victimes. Nous ne voulons plus d'un pays constamment ramené en arrière par ceux qui refusent de regarder en face ce qu'ils ont fait ».

DIOMANDE Adama
Président de l'ADDL



Infrastructure routière: la nouvelle voie Daloa - Issia, un levier stratégique pour la compétitivité logistique et la mobilité des populations

Inaugurée le 04 octobre 2025, la route rénovée Daloa - Issia incarne une infrastructure clé pour la compétitivité logistique et la mobilité des habitants. Lancé en juin 2023, le projet vient mettre fin aux difficultés rencontrées par les usagers sur l'ancien tronçon, vieux de 38 ans et qui avait perdu son bitume, laissant place à de profonds nids de poule, entraînant insécurité et pannes de véhicules. L'aménagement du tronçon Daloa-Issia s'inscrit dans un vaste programme de développement des infrastructures routières. Enfin, le projet a un impact sur la mobilité des personnes et des biens. « La remise à neuf de cette route démontre que le gouvernement est à l'écoute des populations. Jadis, il fallait parfois près de 3 heures de trajet, avec des risques notables d'accidents et d'insécurité contre 45 minutes aujourd'hui », se réjouit Angèle Tagbo, commerçante. Le bitumage de cette route va stimuler le développement socio-économique du Haut-Sassandra, région stratégique du pays en termes de production de matières premières agricoles. « Avant les travaux, nous étions en marge du développement. Nous rencontrions des difficultés à écouler nos productions agricoles », témoigne Doumbia Zoumana, travailleur agricole. « Avec cette voie, les populations rurales auront désormais un meilleur accès aux services de base, notamment aux écoles, aux centres de santé et aux marchés », renchérit Alain Tapé, agent de santé. Construite sur un linéaire de 57 km, cette infrastructure routière, financée par l'État de Côte d'Ivoire pour un montant de 57,8 milliards de FCFA, a permis la création d'emplois, favorisant ainsi l'insertion professionnelle de nombreux jeunes. Guide de voyage



Canal+ Afrique: exaspération des abonnés face aux coupures récurrentes et au silence du service client



Dans plusieurs pays d'Afrique, la grogne des abonnés de Canal+ ne cesse de monter. En cause : des interruptions de connexion de plus en plus fréquentes, qui paralyseront régulièrement l'accès aux chaînes du bouquet. Malgré ces perturbations devenues quasi quotidiennes, aucune mesure de compensation n'est proposée aux clients, laissant un sentiment d'injustice grandir au sein des foyers.

Le code d'erreur 2001, affiché lors des pertes de

signal, est désormais devenu un compagnon indésirable mais familier pour des millions de téléspectateurs. Les pannes s'enchaînent, les problèmes de réception s'accumulent, et le service finit par devenir difficilement accessible dans de nombreuses villes du continent. Une situation qui interroge sur la qualité réelle de la prestation fournie par l'opérateur, pourtant leader sur le marché africain de la télévision payante.

Seine-Saint-Denis: un ressortissant ivoirien expulsé après des actes de vandalisme dans deux églises



Un ressortissant ivoirien de 34 ans a été expulsé ce jeudi vers Abidjan après avoir commis en août dernier une série de dégradations dans deux églises de Seine-Saint-Denis, a appris Le Figaro auprès de la préfecture. Son renvoi a été rendu possible grâce à l'obtention d'un laissez-passer consulaire délivré par les autorités ivoiriennes. L'avion transportant l'intéressé a atterri dans la soirée dans la capitale ivoirienne. L'homme avait été interpellé à l'été 2025 après une succession de dégradations commises en quelques heures dans deux édifices religieux du département : l'église Sainte-Marthe des Quatre-Chemins, à Pantin, et l'église Saint-Yves, à La Courneuve. Dans la première, il avait brisé plusieurs statuettes, arraché des affiches et endommagé du mobilier avant de prendre la fuite. Il s'était ensuite rendu dans la seconde église où, en pleine messe, il avait à nouveau vandalisé du matériel liturgique. Alertés, les policiers de la brigade anticriminalité (BAC) l'avaient interpellé. Un couteau suisse avait été retrouvé sur lui. Selon la préfecture, l'homme, en situation irrégulière, se trouvait alors en pleine crise liée à sa consommation de crack.

Avec LeFigaro.fr

«Sublimes du Tourisme 2025»: Siandou Fofana rend hommage aux professionnels et évoque un secteur économiquement dynamique et créateur d'emplois

Siandou Fofana, ministre du Tourisme et des Loisirs, a rendu un hommage aux acteurs de l'écosystème touristique qui ont façonné l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire en cette année 2025, avant d'évoquer le poids que constitue le tourisme dans l'économie ivoirienne, notamment en termes de création d'emplois. C'était, ce mercredi 10 décembre 2025, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, lors de la 4e édition des « Sublimes du Tourisme 2025 ». Voyage en Côte d'Ivoire

Cette cérémonie a vu la participation de plus de 600 invités personnalités gouvernementales, diplomatiques, opérateurs privés et acteurs du secteur.

A en croire Siandou Fofana, le secteur touristique a en effet connu des avancées majeures, constituant, à ce jour, 8,6 % du PIB, plus de 560 000 emplois et un rayonnement continental renforcé. Aussi, a-t-il rendu un hommage aux professionnels qui bâissent « une économie dynamique et créatrice d'emplois ».

Parrain de cette édition, Dr Eugène Aka Aouélé, a salué « l'élan national autour du tourisme, devenu une priorité stratégique », avant que Kandia Camara, marraine de la soirée, ne viennent honorer « le courage, la créativité et le professionnalisme » de ceux qui portent haut les couleurs de la Côte d'Ivoire.

Dr Marcel N'Guettia, Commissaire général et président du Fonds de Développement Touristique (FDT), a, pour sa part, salué « une mobilisation exceptionnelle, preuve que le tourisme ivoirien est debout, résilient et conquérant », avant de rappeler les fruits de la stratégie nationale « Sublime Côte d'Ivoire » marquée par « la valorisation du patrimoine, l'essor de l'hôtellerie et l'émergence d'une fierté nationale renouvelée ».

Pour cette édition, le Prix Sublime des Sublimes, la plus prestigieuse distinction de l'événement, dotée d'une enveloppe de 10 millions de FCFA, a été décerné à Florence Koné, initiatrice du Festival des Grillades, pour son engagement remarquable en faveur de la promotion culturelle et touristique ivoirienne.

74 autres Prix ont été décernés à des lauréats dans des catégories couvrant voyages, hôtellerie, restauration, loisirs, innovations et résidences touristiques. Plusieurs personnalités ont par ailleurs reçu des Prix d'Honneur pour leur engagement dans ce secteur. Il s'agit notamment de Tiémoko Meyliet Koné, Vice-Président de la République, Kandia Camara, présidente du Sénat, Eugène Aouélé, président du CESEC, Téné Birahima Ouattara, ministre d'État, ministre de la Défense ; Siandou Fofana, ministre du Tourisme et des Loisirs. CICG



Gbagbo demande à la CPI de réexaminer la crise ivoirienne sans esprit de vengeance, selon Katinan Koné

L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, qui a demandé à son équipe juridique de saisir à nouveau la Cour pénale internationale (CPI) afin de remettre sur la table la question de la crise postélectorale de 2010-2011 en Côte d'Ivoire, n'a pas déposé de plainte à proprement parler.

Il « s'est simplement contenté d'indiquer à la Cour ce qu'elle devrait faire », a précisé Justin Katinan Koné, président du Conseil stratégique et politique du PPA-CI.

Face à la presse, jeudi à Abidjan, Katinan Koné a assuré que M. Gbagbo « n'est animé d aucun esprit de vengeance ». Selon lui, la démarche vise avant tout à obtenir un réexamen objectif des événements qui ont plongé le pays dans la guerre, et non à régler des comptes.



L'ours

Ozirix communication & conseils Chambre
de commerce Pays-Bas Nr. 70687021TVA-UE:
NL2244.33.106B02Compte bancaire IBAN NL88
TRIO 0391 2295 24 (Triodos Bank, Pays-Bas)
Email:info@connectionivoirienne.net. comPhones:

Abidjan 40 00 61 54 ou 47 12 15 10
Pays-Bas 0031 651832741 Notre

équipeinfo@connectionivoirienne.net

Gbansé Douadé Alexis: Economie et Politique
Directeur de la publication, cofondateurs.

Débailly: Politique :

01 40 00 61 54-07 77-48 97 65 - 07 47 12 15 10

Sylvie Kouamé : Économie et politique

Hervé Coulibaly : Intelligences et société

Liman Serge : Sports et culture

Maquetiste Ignace.Gballou : 07 58 16 20 73



Véhicules sinistrés - Le projet « Expertise près de chez vous », une innovation pour raccourcir les délais d'indemnisation

Une importante innovation vient de voir le jour en Côte d'Ivoire en matière d'indemnisation de sinistres liés aux véhicules accidentés.

Il s'agit de « l'Expertise près de chez vous (ESD) » initié par la Chambre ivoirienne des experts en automobile et matériels industriels (Cieami) avec ses partenaires. Le projet vise à faire un examen sans déplacement. Cette innovation est une forme de pré-expertise exécutée par un tiers et destinée à l'expert automobile afin de lui permettre d'apprécier et de chiffrer un sinistre.

L'ESD a de multiples avantages incluant le fait que vous n'avez plus besoin de chercher, d'attendre ou de vous rendre chez un expert pour la prise en charge de votre sinistre. Le lancement officiel de l'ESD a eu lieu le jeudi 11 décembre 2025 à l'hôtel des Armées au Plateau. Cette rencontre initiée par la Chambre ivoirienne des ex-

perts en automobile et matériels industriels présidée par Coulibaly Souleymane a mobilisé des acteurs du secteur des Assurances ainsi que des partenaires techniques tels que Mayelia et WeeProov avec qui la structure initiatrice du projet a signé une convention qui permettra de mieux conduire ce projet. Il s'agit de l'examen sans déplacement. Cette solution consiste à rapprocher le centre d'expertise automobile en particulier des usagers et des assurés à travers tout le réseau de Mayelia Automotive. De façon pratique la difficulté lorsqu'on a un sinistre c'est la rencontre entre le véhicule et l'expert. Au regard des contraintes des encombrements routiers, les distances la répartition des cabinets d'expertise n'est pas optimisée alors que dans toutes les Communes on a au moins un centre de contrôle technique. La plus value qu'on veut apporter est d'améliorer l'expérience des sinistrés parce que lorsque vous avez fait un accident pour vous

faire indemniser c'est un parcours du combattant. On veut rendre cette expérience moins traumatisante en raccourcissant cette étape entre l'expert et le véhicule à expertiser.», a expliqué Coulibaly Souleymane. Cette rencontre a été marquée par la présentation du projet aux acteurs lors d'un panel qui a permis des échanges qui ont permis d'élucider l'innovation dans sa pratique. M. Bouafou a, au nom du Directeur général des Assurances, salué cette innovation et exprimé l'engagement de la direction des Assurances à encourager cette initiative qui, dira-t-il, a pour but d'accélérer les règlements des sinistres automobiles. Ce sera un ouf de soulagement pour les sinistrés qui éprouvent de réelles difficultés pour se faire indemniser. Espérons que l'ESD sera une réponse efficace à cette problématique.

Albert Zatté

Immobilier Akoupé-Zeudji - Ouverture des voies, constructions préservées, accompagnement des déguerpis – un compromis trouvé avec SOPHIA SA

Grâce à un dialogue permanent entre le promoteur Sophia et les habitants, les tensions qui étaient persistantes dans le village d'Akoupé Zeudji semblent s'atténuer. Aujourd'hui, les parties au conflit ont trouvé un compromis sur la parcelle de 369 hectares situés au Pk 24 en zone industrielle dans la commune d'Anyama, district d'Abidjan. Il a fallu des semaines de discussions, pour que SOPHIA SA, dirigée par Touré Ahmed Bouah et le Comité ad hoc des occupants, conduit par la blogueuse et résidente Yapo Lauraine, annoncent un accord de principe. Cet accord qui s'est concrétisé lundi 8 décembre 2025, au siège du groupe situé au 2 Plateaux vallons, dépend désormais de l'adhésion des habitants vivant sur le site querellé.

Le contenu dudit compromis prévoit l'ouverture des voies sur les 369 hectares, répartis en deux blocs de 132 et 237 hectares avec pour objectif principal d'éviter autant que possible les démolitions et de préserver les habitations déjà établies. Les familles directement impactées par le tracé des futures voies pourraient être relogées sur des sites vierges, avec un accompagnement tenant compte de leurs moyens. Pour les autres occupants, une régularisation négociée pourrait être envisagée, dans un esprit de dialogue et de partenariat. Yapo Lauraine, médiateuse désignée dans ce litige, a insisté sur l'importance de l'information et de la sensibilisation : « Nous voulons que chaque habitant comprenne le projet, ses enjeux et le compromis proposé. Il est essentiel d'écouter leurs préoccupations et de trouver ensemble des solutions justes », a-t-elle expliqué. La présidente du Comité ad



hoc a rappelé que le succès de cette initiative repose sur l'adhésion collective. « Nous avons trouvé un terrain d'entente avec M. Touré Ahmed Bouah. Cette solution est dans l'intérêt de tous, surtout pour les familles qui pourraient être déplacées. Maintenant, il faut que chacun accepte ce compromis. » Si tout se passe comme prévu,

les travaux pour l'ouverture des voies pourraient démarrer dès la première semaine de juillet 2026. Mais avant toute intervention, le dialogue et le consensus avec les habitants restent la priorité.

SD avec sercom

Législatives en Côte d'Ivoire- La Suisse et le PNUD forment des femmes candidates au leadership féminin

Outiliser les femmes leaders candidates aux élections législatives et les futures candidates aux élections locales à venir ainsi que leurs staffs de campagne en vue de leur permettre de briser les barrières et de gagner. C'est tout le sens de deux jours de formation intense à l'endroit de ces femmes, lancé le mercredi dernier au Plateau. Cette formation se situe dans le cadre de l'incubateur Chrysalide pour le Leadership des femmes : << Femmes s'organiser pour gagner >>. C'est une activité soutenu par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et financé par la Suisse à travers son Ambassade en Côte d'Ivoire. Guide de voyage En fait, le projet Chrysalide depuis son lancement permet de former plus de 200 femmes en leur donnant

des outils nécessaires pour affronter les étapes qu'elles se sont fixées. A la cérémonie de lancement, l'Ambassadeur de Suisse en Côte d'Ivoire, Dominique Favre a exprimé la volonté de son pays de continuer à accompagner les femmes pour les élections locales de 2028, ce qui traduit l'engagement de son pays en faveur de l'égalité des sexes et des chances. Le diplomate Suisse a salué l'engagement des femmes et des organisations féminines qui se sont mobilisées pour cette formation et en faveur du droit à l'égalité des sexes. << 36% de femmes parlementaires au Parlement ce n'est pas encore la parité on a encore un long chemin à parcourir >>, a souligné l'Ambassadeur. Quant à la représentante résidente du PNUD en Côte d'Ivoire, Madame Blerta Cela, elle a rappelé l'impor-

tante du projet Chrysalide qui vise » à briser le plafond de verre qui freine l'ascension des femmes ivoiriennes vers les plus hautes sphères de décision >>. Elle a fait savoir qu'en Côte d'Ivoire la faible représentation des femmes dans les institutions tels que le Parlement (13%), le Sénat (20%), les mairies à peine 7% constitue un énorme déséquilibre qui freine la démocratie et bloque une gouvernance incluse. Et que pour le scrutin législatif sur 1143 candidatures validées ce ne sont que 185 femmes qui sont retenues soit un taux de 13,1% qui est très loin du quota de 30%, visiblement difficile à atteindre. Madame Blerta a exprimé l'engagement du PNUD à accompagner les femmes avant de saluer leur volonté à gagner ce pari de la formation à travers le projet Chrysalide qui leur

permettra de s'armer et de s'outiller en vue de réduire les obstacles. Rebecca Yao présidente de l'Association des femmes ivoiriennes en politique a salué les initiateurs du projet Chrysalide qui permettra aux femmes candidates de mieux s'armer pour gagner la bataille électorale. << Les femmes ne vont pas à ses élections pour faire de la figuration >>, a-t-elle prévenu. Hily Baba représentant de la Ministre de la Femme et de la Famille ainsi que Armelle Yougone-Zoro Chef Cabinet représentant la Présidente du Sénat ont tous salué cette initiative qui permettra à la Côte d'Ivoire d'atteindre le quota de 30% de femmes candidates aux élections conformément à la loi.

Albert Zatté



Téléphone rose: Abidjan, nouveau hub discret d'un business européen



Derrière des villas sans enseigne à Cocody, Abidjan abrite un véritable centre offshore du téléphone rose français. Sous couvert de recrutements pour des postes de télévendeurs, de nombreuses jeunes femmes ivoiriennes se retrouvent formées à gérer des conversations érotiques destinées au marché français, souvent à leur insu. Services de téléphone L'entreprise Even Media Interactive Côte d'Ivoire (EMICIV), officiellement spécialisée dans le service client, mènerait en réalité une partie de ses activités dans les lignes surtaxées érotiques, un secteur très rentable en France mais peu réglementé en Côte d'Ivoire. Les téléopératrices, payées environ 160 000

F CFA par mois, sont poussées à retenir le client le plus longtemps possible, jouant tour à tour le rôle de confidente, voyante ou amante fictive. Face au chômage élevé et à la précarité qui frappent particulièrement les femmes, beaucoup acceptent ces emplois malgré la pression, les horaires épuisants et le tabou social. Les autorités locales assurent ne pas être informées de telles activités, et les tentatives d'enquête auprès d'EMICIV restent sans réponse. Dans l'ombre, les voix ivoiriennes alimentent ainsi un marché européen lucratif, où la séduction et la solitude s'échangent... à la minute. Avec Linfodrome.com



**LUX' CONSULTING SARL-U Abidjan-Cocody, Riviera GOLF IV,
rond point SYNACASSCI, non loin de l'école Jacques PREVERT**

Législatives Cocody - La candidate indépendante Mireille Taho se dévoile

Après avoir fait ses preuves au sein du mouvement des consommateurs en Côte d'Ivoire, Mireille Taho se lance à la conquête d'un siège à l'assemblée nationale. Pour elle, c'est un défi dans la droite ligne de la défense des intérêts de nos populations. Elle parle ici de son ambition de députée à l'hémicycle ivoirien. EntretiensGuide de voyage

Madame la candidate, qui êtes-vous ? Pouvez-vous nous présenter à nos lecteurs ?

Je vous remercie. Je suis Mireille TAHO, Ivoirienne de père et de mère. Je suis mère de famille. Experte en communication, travailleuse acharnée. J'ai fait beaucoup de choses dans ma vie. Mais pour faire court, retenez simplement que j'ai élaboré dans le cadre de mon activité professionnelle, des stratégies de communication d'envergure nationale pour des pays comme le Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry. Pour rester dans le cadre ivoirien, j'ai parcouru l'ensemble du pays pour la sensibilisation et la mobilisation communautaire. J'ai élaboré ces deux dernières décennies pour la côte d'Ivoire notre pays, la stratégie de communication du recensement général des populations et de l'habitat. Cela m'a valu plusieurs jours de travail acharnés dans le grand Abidjan et l'intérieur du pays, avec des rencontres de ministres, préfets et sous-préfets, élus locaux, organisations professionnelles, citoyens lambda etc. qui m'ont permis de connaître notre pays en profondeur et sa population dans sa diversité et les disparités entre régions du nord au sud, de l'ouest à l'est. J'ai touché du doigt les réa-



lités vécues par les populations. Je connais donc très bien notre pays aujourd'hui et les besoins de base de nos populations qui ne m'ont jamais laissé indifférente.

Parlant justement de la satisfaction des besoins de base de nos populations, nos recherches nous ont permis de savoir que vous êtes très active dans le mouvement consommiste ivoirien. Comment on passe de ce parcours à celui de candidate ?

Effectivement. A mes temps gagnés, j'essaie comme je peux avec des amis au niveau du mouvement des consommateurs qui est une passion pour moi, d'apporter des solutions aux problèmes que vivent les populations. Par nos actions acharnées sur le terrain, nous avons pu obtenir des acquis certes au cours de ces quinze dernières années, mais aujourd'hui, l'heure est arrivée de passer à une étape supérieure dans notre lutte pour le bien-être des populations.

Nous avons désormais besoin d'être présent là où se votent les lois aussi bien nationales que supranationales qui impactent le quotidien des populations.

Nous avons donc besoin des défenseurs des consommateurs à l'hémicycle. Je suis donc candidate indépendante aux élections législatives de Cocody.

Vous avez justement déposé un dossier de candidature indépendante aux élections législatives prochaines. Avez-vous conscience que la circonscription où vous candidatez a la particularité de toujours voter PDCI malgré la puissance du RHDP. N'avez-vous pas peur de vous faire laminer par ces grands partis politiques ? Comment comptez-vous les vaincre ?

Rappelez-vous ces paroles de Winston Churchill qui disait « Là où il y a une volonté, il y a un chemin ». Le 27 décembre les populations de Cocody devront choisir des valeurs humaines, des personnes qui portent leur voix. Eh bien, depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, la

gestion de l'Etat est majoritairement l'affaire des partis politiques. Notre génération est le fruit de cette gestion des partis politiques. Nous portons en nous donc, les succès certes, mais également les limites de ce mode de fonctionnement. Qui mieux que nous donc pour dire qu'il est peut-être temps d'essayer autres choses. Comme le corps humain, notre assemblée nationale a besoin de sang neuf, c'est à dire de nouveaux élus, totalement affranchis des chapelles politiques. Cocody est connue pour abriter la crème de l'intelligentsia de notre pays. J'y vis et m'y épanouis avec les miens depuis plus d'une vingtaine d'année. Et toute proportion gardée je fais partie intégrante de cette catégorie de personnes qui se considèrent comme des intellectuels et se donnent donc les moyens de vivre aux rythmes de leurs idées. Cela fonde et justifie donc ma posture de candidat indépendant pour être libre de penser et agir au nom de la population de Cocody qui pour cette élection constitue mon parti politique. Pour la certitude de notre victoire au terme de ces législatives, je vous renvoie à cette pensée de Sénèque, qui disait " il n'est pas de vent favorable pour celui qui ne sait où il va ". Allons seulement comme disent les ivoiriens.

4-A vous entendre, vous n'êtes pas particulièrement fière du fonctionnement de nos partis politiques. Dites-nous ce que vous reprochez aux partis politiques alors ?

Reprocher c'est un peu trop dire. Mais je fais le constat

SD avec sercom
sdebailly@yahoo.fr

L'aurevoir Daniel Karbownik, Vice-Président du Groupe Accor pour l'Afrique Subsaharienne à Dominique Ouattara



La Première Dame, Madame Dominique Ouattara a reçu en audience, le mercredi 10 décembre 2025, à ses bureaux de Cocody, Monsieur Daniel Karbownik, Vice-Président du Groupe Accor pour l'Afrique Subsaharienne.

Cette rencontre s'est tenue à l'initiative de M. Karbownik, venu annoncer à la Première Dame son départ à la retraite prévu pour cette fin d'année. L'hôte du jour a également tenu à lui exprimer sa gratitude pour le soutien constant dont il a bénéficié durant ses nombreuses années de collaboration en Côte d'Ivoire. « C'était tout d'abord pour lui signaler mon départ à la retraite à la fin de cette année. La remercier pour tout son soutien durant ces nombreuses années. Nous avons travaillé ensemble. Et puis pour lui dire aurevoir et l'inviter demain pour ma soirée de départ, même si je sais que c'est une semaine très chargée », a révélé Monsieur Karbownik, à sa sortie d'audience. Guide de voyage

La Première Dame a salué la carrière remarquable de M. Karbownik, notamment son rôle déterminant à la tête du Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Sous sa direction, l'établissement a retrouvé son prestige d'antan, redevenant l'un des fleurons de l'hôtellerie ivoirienne. Madame Dominique Ouattara lui a enfin adressé ses félicitations et formulé ses vœux les plus chaleureux pour une retraite sereine et épanouie.

Les coups d'État institutionnels face aux putschs militaires : une reconfiguration du pouvoir politique



Le coup d'État est traditionnellement associé à la prise de pouvoir brutale par l'armée, en dehors de tout cadre constitutionnel. Pourtant, depuis les années 2000, et plus nettement encore dans les années 2010-2020, une autre forme de renversement du jeu démocratique s'est imposée : le coup d'État institutionnel. Moins spectaculaire que le putsch militaire, il n'en est pas moins efficace. Il repose sur l'usage stratégique des institutions, du droit et des procédures légales pour concentrer le pouvoir et neutraliser l'opposition. L'opposition entre ces deux formes révèle une mutation profonde des modes d'accès et de conservation du pouvoir.

I. Le putsch militaire : une rupture frontale avec l'ordre constitutionnel

Le putsch militaire se caractérise par :

l'intervention directe des forces armées, la suspension ou l'abrogation de la Constitution, la prise de contrôle des centres névralgiques de l'État (médias, institutions, forces de sécurité). Historiquement fréquent en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient au XX siècle, le putsch militaire s'appuie sur une légitimation sécuritaire : lutte contre la corruption, restauration de l'ordre, incapacité des civils à gouverner. Cependant, il entraîne presque systématiquement : des sanctions internationales, une rupture avec les partenaires extérieurs, une instabilité politique durable. Dans le contexte contemporain, le putsch militaire est devenu coûteux sur le plan diplomatique, ce qui explique à la fois sa persistance dans des États fragiles et la multiplication des réactions régionales (Cedeao, Union africaine).

II. Le coup d'État institutionnel : gouverner par le droit pour contourner la démocratie

À l'inverse, le coup d'État institutionnel se déroule sans chars ni uniformes. Il s'appuie sur :

des révisions constitutionnelles, des réformes électoralles ciblées, la captation du pouvoir judiciaire, l'affaiblissement progressif des contre-pouvoirs. Ce type de coup d'État permet au pouvoir en place de conserver une apparence de légalité et de continuité institutionnelle. Il est souvent justifié au nom de la stabilité, de la modernisation ou de l'efficacité de l'État. Contrairement au putsch militaire, il est plus difficile à dénoncer internationalement, car il respecte formellement les règles juridiques.

Exemples fréquents :

limitation ou exclusion de candidats par des critères juridiques, modification des règles électoralles en cours de mandat,

contrôle des cours constitutionnelles.

III. Une opposition trompeuse : deux stratégies concurrentes de prise de pouvoir

Putch militaire et coup d'État institutionnel ne s'opposent pas toujours : ils peuvent se succéder ou se renforcer mutuellement. Dans certains contextes, les dérives institutionnelles alimentent la frustration populaire et militaire, les coups d'État militaires se présentent comme des réactions à un autorita-

risme « légal ».

Ainsi, le putsch militaire apparaît parfois comme une réponse brutale à la confiscation institutionnelle du pouvoir, tandis que le coup d'État institutionnel se présente comme une alternative « propre » au recours à la force.

IV. Implications politiques et internationales

Les organisations régionales et internationales se trouvent confrontées à un dilemme : sanctionner sévèrement les coups d'État militaires, mais rester souvent silencieuses face aux coups d'État institutionnels. Cette asymétrie fragilise la crédibilité des normes démocratiques et peut favoriser un sentiment d'injustice politique. Elle contribue aussi à légitimer, aux yeux de certaines populations, l'intervention militaire comme dernier recours.

Conclusion

Le passage du putsch militaire au coup d'État institutionnel traduit une adaptation autoritaire aux contraintes internationales contemporaines. Si les coups d'État institutionnels sont moins visibles et moins condamnés, ils n'en sont pas moins destructeurs pour la démocratie. L'enjeu central pour les sociétés politiques modernes n'est donc plus seulement d'empêcher les chars d'entrer dans les palais présidentiels, mais d'empêcher le droit et les institutions d'être détournés contre l'esprit démocratique qu'ils sont censés protéger

Sénégal : quand une gestion moins corrompue et la compétence font baisser les prix là où le FMI prédisait l'asphyxie



En moins de deux ans, le Sénégal a amorcé une transformation silencieuse mais profonde : celle du panier de la ménagère. Le sac de riz importé qui coûtait 22 000 F plafonne désormais à 15 500 F. L'huile de 20 litres passe de 19 000 à 15 500 F. La farine, l'oignon, la pomme de terre suivent la même courbe descendante. Même le ciment, l'essence et le gaz butane affichent une décelération inédite. Ce soulagement n'a rien d'un miracle. Il est le résultat d'une gouvernance qui fait des arbitrages, tranche, nettoie, et remet le citoyen au centre. Dans un pays où la dette frôle les 130 % du PIB, où les économistes annonçaient mécaniquement la flambée généralisée des prix, l'équation semblait impossible. En théorie, un tel contexte mène tout droit vers une surveillance accrue du FMI et la perte de souveraineté budgétaire.

Pourtant, c'est tout l'inverse qui se produit. Sous la direction d'Ousmane Sonko à la Présidence, l'État a fait ce que peu de gouvernements osent faire : baisser les prix, réduire le déficit, augmenter les recettes, couper les dépenses inutiles — et tout

cela sans s'agenouiller devant le FMI. Résultat : un déficit ramené de 13 % à 7 %, sans austérité sociale, sans hausse brutale des taxes, sans déstabilisation des ménages. En réalité, cette trajectoire dit une chose simple : la compétence économique n'est pas une théorie. C'est un impact quotidien. Quand on lutte contre les rentes, qu'on met fin aux circuits opaques, qu'on réoriente les flux vers les foyers plutôt que vers les clientèles, les résultats s'observent dans les cuisines, sur les marchés, dans les transports, sur les chantiers — partout où la vie chère s'était installée.

Le Sénégal découvre ainsi une nouvelle manière de gouverner : une gouvernance souveraine, pragmatique et centrée sur le bien-être des citoyens, loin des modèles imposés, loin des réflexes automatiques d'endettement et d'austérité. Dans une Afrique où beaucoup disent que « rien ne change », Dakar est en train de démontrer que tout peut changer à condition de savoir gouverner.

Didier Drogba et la FIF condamnent les insultes racistes visant Nicolas Pépé

Le Villarreal CF a réagi avec fermeté après la vague d'insultes racistes proférées contre son joueur Nicolas Pépé sur les réseaux sociaux, à la suite d'une simple blague autour du Maroc et de son absence de titre à la CAN depuis 1976. Dans un communiqué publié ce mardi, le club espagnol a dénoncé « tout acte de violence, verbale ou physique », rappelant que « le racisme n'a aucune place, ni dans le football ni dans la société ». Villarreal a également réaffirmé son « soutien total » à l'international ivoirien, auteur d'un excellent début de saison sous les couleurs jaunes, et appelé au respect des valeurs sportives et humaines. Tenues de football La Fédération ivoirienne de football (FIF) a, elle aussi, publié un communiqué de soutien. De son côté, l'ancien capitaine des Éléphants, Didier Drogba, a condamné avec force les propos racistes visant Pépé, lui apportant publiquement son appui et sa solidarité en tant que « jeune frère ». La Liga n'a pas tardé à réagir également, exprimant son soutien à l'attaquant ivoirien et rappelant son engagement contre toutes formes de discrimination.



CAN 2025: l'ombre d'un forfait plane sur Sébastien Haller



Blessé avec son club, le FC Utrecht aux Pays-Bas, Sébastien Haller pourrait manquer la Coupe d'Afrique des nations, qui débute le 21 décembre prochain au Maroc. Aucune décision n'a pour l'instant été prise concernant l'attaquant ivoirien, qui doit encore passer des exa-

mens médicaux complémentaires afin de déterminer la nature exacte de sa blessure. Ce n'est qu'à l'issue de ces évaluations que le staff technique décidera de le maintenir dans le groupe ou de le remplacer par un joueur réserviste.

**Votre PUBLICITÉ
ICI ?
Contactez nous**

Impression de Tee-shirt, Polos, Chasuble Calendrier - Bâche numérique - vinyle autocollant, kakemono , journal Magazine, Affiches A5- A4- A3- A2

Contact : +225 07 58 16 20 73 - 01 40 00 69 20



MACHINES OFFSETS ET NUMÉRIQUES POUR UNE IMPRIMERIE A VENDRE

SM 52 - SM 74 - SM 102 - CTP . Machine DTF. A vendre (sur commande)

